



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

liens: [Publication](#)

[BelgoStat On-line](#)

[Information générale](#)

### **L'année 2005: une activité économique en progression de 1,1 p.c. et un solde de financement des administrations publiques en léger surplus**

Ce vendredi 29 septembre 2006, l'Institut des comptes nationaux (ICN) publie les statistiques détaillées des comptes nationaux relatifs à la période 1995-2005. Les résultats complets peuvent être consultés sur la base de données en ligne de la Banque nationale de Belgique, [Belgostat On line](#). L'ICN publie également les [comptes détaillés des administrations publiques](#), ainsi que les tableaux qui ont été transmis à Eurostat dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs ([tableau EDP](#)).

Les nouveaux calculs confirment le diagnostic conjoncturel qui pouvait être posé sur la base des premières estimations publiées par l'ICN en avril 2006: après une forte progression de l'activité en 2004 (3,0 p.c.), la croissance du produit intérieur brut (PIB) s'est repliée en 2005 (1,1 p.c.).

Dans l'industrie (-0,2 p.c.) et le commerce, l'horeca, le transport et la communication (-1,2 p.c.), la valeur ajoutée en volume a reculé en 2005. De même, les autres services (administration publique, enseignement et services personnels) n'ont crû que modérément (0,6 p.c.). Dans les autres activités de services, en revanche, le rythme de croissance s'est accéléré.

La croissance des dépenses intérieures est retombée de 3,1 p.c. en 2004 à 1,6 p.c. en 2005. La progression de la consommation privée a ralenti, de 1,5 p.c. en 2004 à 0,9 p.c. en 2005. Celle de la formation brute de capital fixe s'est presque réduite de moitié (4,0 p.c. en 2005, contre 7,9 p.c. en 2004), malgré une forte augmentation des investissements publics en 2005.

Les transactions de biens et services avec l'étranger ont apporté une contribution négative (-0,5 point de pourcentage) à la croissance du PIB.

Le redressement de l'activité économique enregistré en 2004 a eu des répercussions favorables sur l'emploi en 2005. Le nombre total de travailleurs (salariés et indépendants) a augmenté de 1,0 p.c., ce qui correspond à près de 41 000 personnes supplémentaires. En progression de 1,3 p.c., l'emploi salarié dans le secteur privé a contribué à lui seul à la création nette de 36 000 postes de travail.

Pour l'ensemble des administrations publiques, le solde de financement de 2005, établi dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, présente un surplus de 0,1 p.c. du PIB. Ce résultat confirme la première estimation réalisée en avril 2006.

#### Mesures en volume dans les comptes nationaux

*Dans la présente version des comptes nationaux, la méthode d'estimation des agrégats en volume a été révisée sous plusieurs aspects, parmi lesquels la mesure de la valeur ajoutée dans l'enseignement et le passage d'estimations en prix d'une année de base fixe à des estimations en prix de l'année précédente. L'ICN s'aligne ainsi de façon encore plus précise sur les prescriptions d'Eurostat. Au total, ces révisions n'ont qu'un impact limité sur l'estimation du PIB.*

<b>CHIFFRES CLÉS</b>	2001	2002	2003	2004	2005
(en volume, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)					
Produit intérieur brut	0,8	1,5	1,0	3,0	1,1
(à prix courants, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)					
Produit intérieur brut	2,8	3,4	2,6	5,4	3,1
Rémunération des salariés	5,5	3,8	1,8	2,8	3,4
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	0,5	2,6	4,2	8,0	3,2
Revenu national brut	2,1	3,1	2,7	4,9	3,0
Revenu disponible des ménages	4,7	1,3	0,7	2,3	3,8
(en pourcentage du revenu disponible des ménages)					
Taux d'épargne des ménages	16,5	15,9	14,5	13,2	13,2
(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)					
Emploi total	1,4	-0,1	0,0	0,6	1,0
Emploi salarié dans le secteur privé	2,1	-0,6	-0,2	0,6	1,3

<b>VALEUR AJOUTÉE</b>	2001	2002	2003	2004	2005
(en volume, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)					
Agriculture, sylviculture et pêche	-5,5	4,3	-7,6	7,3	7,8
Industrie	0,0	-0,8	-1,2	3,2	-0,2
Construction	1,0	-1,5	0,9	5,1	1,1
Commerce, réparations automobiles, hôtels et restaurants, transports et communications	3,3	2,5	3,7	2,4	-1,2
Activités financières, immobilier, location et services aux entreprises	1,8	2,8	1,2	1,6	4,1
Autres activités de services	0,9	1,2	1,4	1,7	0,6

<b>DÉPENSES</b>	2001	2002	2003	2004	2005
(en volume, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)					
Total de la demande intérieure	0,3	0,7	1,0	3,1	1,6
Dépenses de consommation finale	1,4	1,4	1,3	1,7	0,5
Ménages et ISBLSM <sup>1</sup>	1,1	0,8	0,9	1,5	0,9
Administrations publiques	2,4	2,9	2,2	2,1	-0,6
Formation brute de capital	-3,7	-1,8	-0,3	8,8	5,8
Formation brute de capital fixe	0,2	-2,2	-0,7	7,9	4,0
Ménages (logements)	-4,3	-0,7	3,7	9,0	3,2
Entreprises	3,3	-3,0	-2,4	8,1	3,2
Administrations publiques	-11,4	0,5	1,0	3,2	12,8
Variation de stocks <sup>2</sup>	-0,8	0,1	0,1	0,2	0,4
Exportations de biens et services	0,9	1,2	2,9	5,9	2,8
Importations de biens et services	0,2	0,2	3,0	6,3	3,5
<i>p.m. Exportations nettes<sup>2</sup></i>	0,5	0,8	0,1	0,0	-0,5

<b>RECETTES ET DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES</b>	2001	2002	2003	2004	2005
(en pourcentage du PIB)					
Recettes totales	49,6	49,8	51,1	49,2	49,9
dont recettes fiscales et parafiscales	44,4	44,7	44,2	44,4	44,8
Dépenses totales	49,1	49,8	51,1	49,2	49,8
dépenses primaires	42,6	44,1	45,8	44,5	45,6
charges d'intérêts	6,5	5,7	5,3	4,7	4,2
Solde primaire	7,0	5,7	5,4	4,7	4,3
Solde de financement selon la procédure déficits excessifs <sup>3</sup>	0,6	0,0	0,0	0,0	0,1

<sup>1</sup> Institutions sans but lucratif au service des ménages.

<sup>2</sup> Contribution à la croissance du PIB.

<sup>3</sup> Dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, le solde de financement est corrigé pour inclure les paiements nets d'intérêts résultant d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux.